LA LETTRE DE L'UGICT
NEWSLETTER HEBDO DE LA CGT DES CADRES ET TECHNICIEN-NES
Semaine du 5 au 11 octobre 2009 N°274

SOMMAIRE

- Profession infirmière : manifestations contre la mise en place de l'Ordre
- Freescale Toulouse : la police intervient dans l'usine
- CityJet : mouvement de grève dans la filiale d'Air France
- Jeunes diplômés promotion 2008 : moins d'embauches, moins de CDI
- Fonction publique territoriale : les transferts de l'État dopent les effectifs
- États-Unis : - 263 000 emplois en un mois
- Rencontre CGT-NPA : constat de divergences
- Perquisition au siège de l'Unef : le syndicat étudiant dément tout financement occulte de l'UIMM
- Sratégie nationale de recherche et d'innovation : une vocation cosmétique, sans souffle porteur
- Rencontre-débat : diplôme, métier, travail : quelle éthique, quelle identité, quelle émancipation ?
- Réseau social : la CGT des cadres et technicien-nes sur Facebook !

ÉDITO

QUAND LE TRAVAIL FRISE L'INDÉCENCE

La semaine sociale sera marquée par la journée de mercredi 7 octobre que 7 organisations syndicales ont choisi comme journée nationale d'action interprofessionnelle. Evidemment, les commentateurs et les extra-lucides du social ne manqueront pas de comparer les mobilisations de début 2009 avec celle de mercredi. Que l'exercice unitaire soit difficile, c'est certain. Que la colère sociale soit retombée, rien n'est moins sûr. En effet, les salariés se déclarent assez volontiers disponibles pour agir et leurs préoccupations sur l'emploi, les salaires, la protection sociale se retrouvent bien dans la plateforme que les organisations syndicales défendent ensemble depuis le 5 janvier 2009. Mieux, ces préoccupations sociales s'avivent, s'aiguisent à mesure que le contrecoup social de la crise financière détruit les emplois et justifie des restructurations.
Les salariés les plus qualifiés, ceux placés en responsabilité n'échappent pas au rouleau compresseur comme en témoignent les indicateurs de l'emploi des jeunes diplômés de la promotion 2008. Si ces derniers peinent à trouver leur place, ils trouvent surtout des salaires de départ moindres et des situations plus précaires. Ce n'est pas la prudence, mais l'opportunisme qui conduit les entreprises à profiter de cette situation pour tirer durablement vers le bas le paiement, la reconnaissance des qualifications.
L'encadrement et la maîtrise sont en ce moment au cœur d'une actualité dramatique avec les suicides au travail ou à cause du travail. C'est toute une culture managériale imposée au nom de la concurrence que ces drames dénoncent. Celle qui confond encadrement et garde-chiourme, qui impose des challenges infantilisants, des critères d'évaluation dégradants. Ces méthodes de management portent la négation de la dignité. Elles sont l'indécence même… et justement ce 7 octobre, journée mondiale pour le travail décent, les salariés de nos catégories devraient se mobiliser sous des formes à décider avec eux pour combattre ces conditions de travail. Nous avons l'occasion là de dire que ce ne sont pas les salariés qui sont malades au point de se supprimer, mais les entreprises qui sont devenues mortifères. L'occasion de dire : non décidément le suicide n'est pas une mode, mais il y a bien urgence… La prévention, les numéros verts, les cellules d'écoute comme seules réponses, ça ne suffit pas.

Profession infirmière : manifestations contre la mise en place de l'Ordre

Des manifestations contre la mise en place d'un Ordre infirmier ont eu lieu dans plusieurs villes le 30 septembre, à l'appel des syndicats CGT, CFDT, CFTC, FO, FSU, Sud Santé et Unsa. Les infirmières étaient appelées à une centaine d'« *actions* » (rassemblements, distributions de tracts ou arrêts de travail) pour protester contre la levée des cotisations à ce nouvel Ordre infirmier mis en place par le gouvernement. Ces organisations syndicales ont appelé dans l'unité les professionnels à boycotter l'Ordre et refuser d'acquitter leur cotisation. Dans un communiqué, l'Ordre a dénoncé « *des appels irresponsables* », tout en accordant un délai supplémentaire d'un mois, allant jusqu'à fin octobre, pour s'inscrire. Un beau bras de fer en perspective…

FreescaleToulouse : la police intervient dans l'usine

En grève à l'appel d'une intersyndicale CGT-CFDT-CFTC contre les conditions de la fermeture de l'unité de fabrication, les salariés de Freescale ont multiplié depuis dix jours les actions spectaculaires pour faire connaître leur mouvement. La police est intervenue vendredi soir dans l'usine Freescale (composants électroniques) de Toulouse pour libérer des membres de la direction retenus par des grévistes à l'issue d'une réunion de négociation avec les syndicats sur l'indemnisation de 800 licenciements prévus. La direction souhaitait ajourner la réunion jusqu'à mardi, tandis que les grévistes, réclamant des « *négociations sérieuses* », exigeaient la poursuite de la réunion ou la reprise des discussions dès samedi, a indiqué un délégué CGT. « *C'est illégal, il n'y a eu aucune décision de justice préalable, il y a eu des coups, la décision de la direction est inadmissible, cela augure mal de la production future* », a estimé Didier Zerbib, délégué CGT.

CityJet : mouvement de grève dans la filiale d'Air France

Une quarantaine de salariés grévistes de la compagnie aérienne CityJet, filiale d'Air France, manifestaient vendredi devant le siège d'Air France pour protester contre « *les conditions de travail déplorables* ». Les salariés grévistes demandent notamment « *l'établissement d'un accord collectif du personnel navigant, garantissant des conditions de travail et des grilles de salaires équivalentes à celles des autres filiales régionales d'Air France* », la « *sécurité de l'emploi sur la base de Roissy* », « *l'application stricte du code de l'aviation civile française* ». « *On nous a annoncé une baisse de nos salaires de 28 %, ainsi que de nos primes de vol à partir du 1er octobre, alors que nos dirigeants baissent leur bonus de seulement 10 %* », a expliqué à l'AFP Agnès Capric, déléguée CGT. « *Depuis le mois de janvier nous devons faire le ménage, ce qui ne fait pas partie de notre travail* », a ajouté la déléguée syndicale.

Jeunes diplômés promotion 2008 : moins d'embauches, moins de CDI

Selon une enquête de l'Apec parue vendredi, la majorité des diplômés Bac + 4 de la promotion 2008 (68 %) occupaient un emploi au printemps 2009, mais trois débutants sur dix (32 %) étaient toujours à la recherche d'un travail au bout de huit mois, contre moins de 25 % avant la crise. Les conditions d'embauche ont également été « *moins bonnes* » que pour la promotion 2007 avec une rémunération médiane de 26 400 euros (contre 27 300 euros) et un nombre de CDI en baisse (54 % en ont signé un, - 7 points).

Fonction publique territoriale : les transferts de l'État dopent les effectifs

Les effectifs de la Fonction publique territoriale ont augmenté de 85 000 agents en 2007, dont 50 000 venant de la décentralisation des techniciens et ouvriers de service (TOS), selon une étude de l'Insee. Ces effectifs se sont accrus de 5,5 % en 2007, soit une hausse supérieure à la tendance moyenne des 20 dernières années (+ 2,1 % en moyenne annuelle sur la période 1986-2007). La catégorie A (les cadres) représentent 7,8 % des effectifs, tandis que la catégorie C (la plus basse) représente plus des trois quarts des effectifs et la catégorie B 16 %.

États-Unis : - 263 000 emplois en un mois

L'économie américaine a supprimé 263 000 emplois nets, contre 201 000 en août et 304 000 en juillet, indique le ministère américain dans son rapport mensuel sur l'emploi. La hausse des destructions de postes prend par surprise les analystes, qui s'attendaient à un ralentissement des licenciements pour le troisième mois de suite, avec seulement 175 000 pertes d'emplois. La détérioration de la situation provient du secteur tertiaire qui représente environ 85 % de la main-d'oeuvre employée non-agricole du pays. Les licenciements y ont plus que doublé, passant de 69 000 en août à 147 000 en septembre.

Rencontre CGT-NPA : constat de divergences

Une délégation de la direction de la CGT a rencontré pour la première fois, jeudi, une délégation du NPA, à la demande du parti d'Olivier Besancenot, pour un échange de vues qui a fait ressortir « *des divergences* ». Lors de cette réunion, la délégation CGT, conduite par Alain Guinot, « *a réaffirmé sa conception d'un syndicalisme indépendant des partis politiques et qui entend entretenir des rapports de non-subordination avec quelque force politique que ce soit* », rapporte le communiqué. « *C'est parce que la responsabilité des mouvements revendicatifs appartient aux syndicats qu'elle ne saurait admettre que le NPA entende se substituer aux syndicats dans la conduite des luttes actuelles* », insiste le texte. La CGT « *peut d'autant moins l'admettre qu'elle est une des forces sociales les plus engagées et les plus déterminées face à la politique économique et sociale (du président) Nicolas Sarkozy* » et que « *sa capacité de mobilisation* » a été « *démontrée lors des grandes mobilisations du premier semestre 2009* ». Pour sa part, précise la CGT, « *le NPA a réaffirmé qu'il n'entendait pas renoncer à sa liberté d'exprimer ses critiques à l'égard des stratégies syndicales, tout en se défendant de vouloir instrumentaliser la CGT au service d'une stratégie partisane* ».

Perquisition au siège de l'Unef : le syndicat étudiant dément tout financement occulte de l'UIMM

Après des perquisitions aux sièges de l'Unef et d'autres syndicats étudiants, le président de l'Unef, Jean-Baptiste Prévost, a assuré jeudi que l'organisation étudiante n'avait « *jamais bénéficié d'aucun versement* » de l'Union des Industries et des Métiers de la Métallurgie (UIMM). « *Je m'étonne que le patronat puisse prétendre avoir financé une organisation qui l'a mis en échec à de nombreuses reprises dans le passé, notamment dans la bataille contre le CPE (Contrat Première Embauche) en 2006* » ou « *en obtenant la reconnaissance des stages hors cursus* », a-t-il poursuivi.
« *L'Unef a coûté cher au patronat en termes de défaites politiques et certainement pas en termes financiers* », a-t-il conclu.

Stratégie nationale de recherche et d'innovation : une vocation cosmétique, sans souffle porteur

(Communiqué de l'Ugict-CGT)
Ces dernières années, le gouvernement a mis en place un Pacte de la Recherche (2005) et une loi sur les universités (loi LRU août 2007) qui introduisent précarité et concurrence et déstructurent notre système de recherche, autant que notre système d'enseignement supérieur public. Les tensions sociales qui n'ont eu de cesse depuis la mise en oeuvre de ces réformes ont obligé le gouvernement à élaborer un document de synthèse de sa Stratégie Nationale de Recherche et d'Innovation (SNRI), pour les justifier a *posteriori*. Les quinze annexes du rapport général de la SNRI fixent les objectifs qui mettent le potentiel public de recherche et d'enseignement supérieur au service des intérêts de l'industrie privée, à moindre coût, en tentant de faire croire qu'ils les intègrent dans un ensemble prenant en compte les enjeux environnementaux planétaires et l'acceptation sociale des technologies. Les idéaux démocratiques et humanistes, tout comme les véritables besoins sociaux sont absents de ce projet. Face aux défis du 21ème siècle, nous militons pour adapter notre système de recherche et d'enseignement supérieur aux nouvelles exigences de la réalité sociale et de l'état des sciences et des technologies. Pour autant, cette adaptation ne saurait remettre en cause la place de la communauté scientifique dans le pilotage de la recherche. Elle doit, au contraire, prendre appui sur elle et sur des outils organisant la coopération et le développement plutôt que la compétitivité et l'élitisme. Le projet de la SNRI, établi sous l'égide du Medef, est rétrograde. Sous prétexte de moderniser notre système de recherche il lui applique les vieilles recettes du libéralisme (le dogme du tout pour la rentabilité financière à court terme) dont la crise actuelle démontre toutes les limites, notamment en terme de coût social. Il déstructure le système français de recherche, original et reconnu internationalement. Il restreint l'avancée du front des connaissances et entrave leur diffusion. Il introduit la précarisation massive des conditions de travail et d'études, alors que la recherche pour être efficiente a besoin de stabilité et de sérénité. Il développe la concurrence agressive entre les individus et entre les opérateurs de recherche au lieu de favoriser les convergences et les coopérations stimulantes. Il éloigne, au lieu de rapprocher, la masse des citoyens des choix scientifiques et technologiques. Il accroît les inégalités culturelles au lieu de les réduire. La Stratégie Nationale de Recherche et d'Innovation du gouvernement est exclusivement « *cosmétique* ». Elle tente de camoufler les symptômes et les effets d'un monde capitaliste en crise. C'est une stratégie utilitariste, sans souffle porteur. Dans la conjoncture actuelle dominée par l'austérité budgétaire, cette stratégie conduit notre pays dans une impasse dont il sera difficile de sortir et dont les effets ne sont pas encore tous mesurables sur le long terme. Pour la CGT, en matière de recherche et d'innovation, il est urgent de passer à la vitesse supérieure en visant 3 % du PIB, soit 33 milliards au lieu de 21 milliards d'euros chaque année. Le rôle de l'État est de placer la recherche dans une perspective de long terme susceptible de nourrir l'innovation future et non uniquement de favoriser le marché par des incitations. Par ailleurs, il ne peut y avoir de politique de recherche et d'innovation digne de ce nom sans une politique industrielle ambitieuse, à la hauteur des enjeux sociaux et environnementaux à court et long termes. C'est d'autant plus vrai dans le contexte de crise que nous connaissons aujourd'hui. Notre pays a besoin d'une politique industrielle, organisée autour de programmes porteurs, cohérents aux plans technologique et productif s'appuyant sur le développement des connaissances, la démocratie sociale et territoriale, sur l'éthique. Cette politique doit intégrer les problématiques du développement durable à l'échelle mondiale, mobiliser la recherche et l'industrie, organiser la production pour le bien de la collectivité et donner espoir et perspectives à toute la population, et particulièrement aujourd'hui à la jeunesse. (Montreuil, le 1er octobre 2009)

Rencontre débat : diplôme, métier, travail : quelle éthique, quelle identité, quelle émancipation ?

La commission départementale UGICT-CGT de l'Hérault organise à Montpellier le 6 octobre un débat au cours duquel sera notamment présentée l'enquête UGICT-CGT « *Votre travail, comment le voulez-vous* ? »

Réseau social : la CGT des cadres et technicien-nes sur Facebook !

Vidéos, Photos, Informations, Manifestations...
Connectez vous sur le groupe Facebook de la CGT des cadres et technicien-nes !
Demandez à rejoindre notre groupe afin de rester en contact avec l'UGICT-CGT.
Vous pourrez ainsi nous envoyer vos informations, tracts, documents... et restez en contact.